

# COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **ALAIN LAPLANTE**  
Maire

Municipalité : **VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**

Date : **11 janvier 2019**

---

## **Manquements allégués amendés**

---

Alain Laplante, maire, aurait manqué aux obligations prévues au Règlement n° 1656 – Règlement édictant un code d'éthique et de déontologie révisé applicable aux membres du Conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et abrogeant le règlement n° 1222 (Code), à savoir :

1. Entre le 4 mai 2018 et le 18 juin 2018, il aurait agi, dans l'exercice de ses fonctions, de façon à favoriser d'une manière abusive les intérêts de Guy Grenier contre les intérêts de la Ville, contrevenant ainsi à l'article 6.1 du Code, et ce, plus particulièrement, aux occasions suivantes :
  - a. Le ou vers le 7 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption de la résolution n° CE-2018-05-0162 concernant Guy Grenier;
  - b. Le ou vers le 10 mai 2018, lorsqu'il a exigé que Monsieur François Vaillancourt lui remette son ordinateur;
  - c. Le ou vers le 15 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 concernant Guy Grenier et qu'il a apposé son droit de veto;
  - d. Le ou vers le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption des résolutions n° 2018-05-0257 et n° 2018-05-0258 concernant Guy Grenier;

- e. Le ou vers le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption de la résolution n° 2018-05-0267 concernant Guy Grenier et qu'il a apposé son droit de veto;
- f. Le ou vers le 28 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption de la résolution n° CE-2018-05-0165 concernant Guy Grenier;
- g. Le ou vers le 30 mai 2018, lorsqu'il a signé un affidavit dans le recours de Guy Grenier contre la Ville devant la Cour supérieure;
- h. Le ou vers le 30 mai 2018, lorsqu'il a accompagné Guy Grenier lors des négociations avec la Ville dans le cadre du recours de ce dernier contre la Ville;
- i. Le ou vers le 4 juin 2018, lors d'une séance plénière, lorsqu'il a refusé de se retirer alors que Bernard Synnott, procureur de la Ville, devait parler des négociations du 30 mai 2018 et de la stratégie à adopter;
- j. Le ou vers le 4 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption de la résolution n° 2018-06-0338 concernant Guy Grenier;
- k. Entre le 6 juin 2018 et le 11 juin 2018, lorsqu'il a convoqué une séance extraordinaire au sujet du dossier de Guy Grenier;
- l. **Retiré**
- m. Le ou vers le 11 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur la résolution n° 2018-06-0413 concernant Guy Grenier et lorsqu'il a apposé son droit de veto;
- n. Le ou vers le 13 juin 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption des résolutions n° CE-2018-06-0174 et n° CE-2018-06-0175 concernant Guy Grenier;
- o. Le ou vers le 18 juin 2018, lors de la séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté pour l'adoption de la résolution n° 2018-06-0419 concernant Guy Grenier.

2. Entre le 1<sup>er</sup> mai 2018 et le 8 mai 2018, il aurait utilisé les ressources de la municipalité à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions lorsqu'il a publié les communiqués de presse intitulés « Le maire Laplante dénonce des démarches d'influence et d'intimidation auprès des élus de Saint-Jean-Sur-Richelieu », « Le maire Laplante demande l'intervention du ministre Coiteux » et « La Ville propose un règlement à Justin Bessette », contrevenant ainsi à l'article 7 du Code.
3. **Entre le 11 mai 2018 et le 22 mai 2018, il aurait agi, dans l'exercice de ses fonctions, de façon à favoriser d'une manière abusive les intérêts de Guy Grenier contre les intérêts de la Ville lorsqu'il a retardé l'adoption d'une résolution mandatant la firme Fasken Martineau pour représenter les intérêts de la Ville dans le litige l'opposant à Guy Grenier, contrevenant ainsi à l'article 6.1 du Code.**



D'ARAGON DALLAIRE

Procureurs de la Commission municipale

Naomi Gunst, avocate  
Direction du contentieux et des enquêtes  
Commission municipale du Québec  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau  
Mezzanine, aile Chauveau  
Québec (Québec) G1R 4J3  
418-691-2014, poste 3922  
naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca